

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 25/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BATIMENT ET GRANIT DE PLOUMANAC'H-BGP-

Rue des déportés
35420 Louvigné-Du-Désert

Références : 2025.142
Code AIOT : 0005502264

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement BATIMENT ET GRANIT DE PLOUMANAC'H-BGP- implanté LA CLARTE RANGUILLEGAN 22700 Perros-Guirec. L'inspection a été annoncée le 18/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BATIMENT ET GRANIT DE PLOUMANAC'H-BGP-
- LA CLARTE RANGUILLEGAN 22700 Perros-Guirec
- Code AIOT : 0005502264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

C'est une carrière à ciel ouvert de granit autorisée par arrêté préfectoral en date du 1er juin 2015.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	PROPRETÉ	Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 2.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	PLANS ET REGISTRES	Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 2.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	STOCKAGE DES DÉCHETS INERTES RÉSULTANT DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE	Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 5.1.9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	LOCALISATION DE LA CARRIÈRE	Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 1.2.3	Sans objet
2	QUANTITÉ D'EXTRACTION ET COMMERCIALISÉE AUTORISÉE	Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 1.2.5	Sans objet
5	MODALITÉS D'EXTRACTION ET PHASAGE	Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 2.7.6	Sans objet
6	MESURES DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES	Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 3.1.4	Sans objet
7	VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX PLUVIALES	Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 4.3.10	Sans objet
9	AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES	Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 11.2.6	Sans objet
10	AUTO SURVEILLANCE	Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 11.2.8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	DE STABILITÉ		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection met en évidence des points de vigilance sur l'évacuation de stocks et déchets divers et sur la transmission du plan topographique pour la zone de stockage des stériles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : LOCALISATION DE LA CARRIÈRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 1.2.3		
Thème(s) : Risques chroniques, LOCALISATION DE LA CARRIÈRE		
Prescription contrôlée :		
L'autorisation d'exploiter est accordée sur les terrains situés sur la commune, parcelles et lieu-dit suivants :		
Commune	Lieu-dit	Parcelles autorisées
PERROS GUIREC	La Clarté-Ranguillégan	Section 0C - parcelles n° 473, 474, 475, 476 et 482 Section 0C - parcelles n° 1122, 1125, 1127 pour partie et 2871
L'ensemble des parcelles autorisées est exploitable (extraction, stockage de blocs et stériles) sauf la parcelle n° 476 - Section C, parcelle destinée à assurer un périmètre de sécurité autour du dépôt d'explosifs. Cette parcelle d'une surface de 640 m ² doit être maintenue à l'état naturel.		
Constats :		
Lors de l'inspection, il est constaté que l'installation est située sur les parcelles prévues pour la zone d'extraction et la zone de stockage des stériles. De plus, la parcelle 476 est bien maintenue à l'état naturel.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 2 : QUANTITÉ D'EXTRACTION ET COMMERCIALISÉE AUTORISÉE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 1.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, QUANTITÉ D'EXTRACTION ET COMMERCIALISÉE AUTORISÉE
Prescription contrôlée :
La quantité maximale de matériau à extraire, calculée sur une période d'une année calendaire, est

limitée à 20 000 tonnes. La quantité maximale de matériau commercialisable, calculée sur une période d'une année calendaire, est limitée à 12 000 tonnes.

Dans ce cadre, l'exploitant détermine la masse des matériaux extraits et commercialisés du site. A cette fin :

- pour les matériaux commercialisés, l'exploitant dispose d'un moyen de pesage muni d'une imprimante au niveau de son site au plus tard trois mois après la notification du présent arrêté. La capacité de pesage du dispositif retenu doit être en adéquation avec le tonnage des matériaux commercialisés. Le dispositif de pesage doit faire l'objet d'un contrôle de l'efficacité de la mesure, au moins tous les cinq ans. Les résultats doivent être tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement - spécialité installations classées.
- Pour les matériaux non commercialisés, l'exploitant détermine le tonnage à partir des volumes extraits et de leur densité.

Constats :

Lors de l'inspection et en consultant la base GERE, l'exploitant déclare, pour l'année 2024, 6652 tonnes de matériaux extraits.
L'exploitant indique un rendement de 50% sur la zone actuelle d'extraction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PROPRETÉ

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, PROPRETÉ

Prescription contrôlée :

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus propres et entretenus en permanence. Notamment, l'émissaire de rejet dans le cours d'eau « ruisseau des Petits Traouïeros » et sa périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant indique que l'activité d'extraction sur site est suspendue étant donné la conjoncture actuelle.
Les équipements et les engins liés à l'activité ont été emmenés sur d'autres sites d'extraction.
Il est constaté des stocks de ferraille en fond de fouille et des huiles et carburants stockés sur palettes, l'exploitant précise qu'ils sont en attente d'évacuation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitation doit faire évacuer les divers stocks ou déchets vers des installations autorisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : PLANS ET REGISTRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 2.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, PLANS ET REGISTRES

Prescription contrôlée :

Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant sur un fond cadastral. Sur ce plan réalisé par un géomètre sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs (niveau des banquettes, du fond de fouille, ...),
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...) et des terres de découvertes,
- les zones de stockage des déchets d'exploitation de granit,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection,
- le réseau de circulation des effluents (eaux pluviales, eaux de procédés,...).

Les surfaces (S1 , S2 et S3) des différentes zones (S1 = exploitées, S2= en cours d'exploitation, S3 = remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an. De plus, un plan présentant le projet de progression de l'exploitation pour les douze mois suivant est joint. Un exemplaire de ces plans et annexes est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement - spécialité installations classées.

Constats :

L'exploitant fournit le plan topographique d'exploitation, datant du 11 décembre 2024, qui contient les informations prévues pour la zone d'extraction et de stockage des blocs commercialisables.

L'exploitant n'a pas pu fournir le plan pour la zone de stockage des déchets d'exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le plan topographique sur fond cadastral pour la zone de stockage des déchets d'exploitation de granit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : MODALITÉS D'EXTRACTION ET PHASAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 2.7.6

Thème(s) : Risques chroniques, MODALITÉS D'EXTRACTION ET PHASAGE

Prescription contrôlée :

L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'explosifs, d'une scie à câble diamanté ou de techniques alternatives. Toutefois, l'usage du chalumeau pour l'extraction est strictement interdite. L'extraction se fera hors eau. A ce titre, le site doit disposer de moyens de pompage des eaux d'exhaure.

L'exploitation doit être réalisée en six phases de cinq années y compris les 6 derniers mois prévus sans extraction pour achever la remise en état, conformément aux plans de phasage d'exploitation et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Le phasage d'exploitation reporté sur les plans en annexe doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet.

L'exploitation est conduite suivant le phasage défini ci-après :

Phase	Travaux
1 (0 à 5 ans)	<ul style="list-style-type: none">• élargissement de la fosse d'extraction vers le Sud dans son emprise maximale• progression des fronts de 31 m NGF, de 24 m NGF et 17 m NGF vers le Sud• progression des fronts de 3 et 10 m NGF vers l'Est (sous réserve de stabilité pérenne) et le Sud
2 (5 à 10 ans)	<ul style="list-style-type: none">• progression des fronts de 3 et 10 m NGF vers le Sud• remblaiement progressif de l'excavation au niveau du front Est en direction du Sud par des déchets inertes
3 (10 à 15 ans)	<ul style="list-style-type: none">• progression des fronts de 31 m NGF,

(10 à 15 ans)	<ul style="list-style-type: none"> • progression des fronts de 31 m NGF, de 24 m NGF, 17 m NGF, 10 m NGF et 3 m NGF vers le Sud, dans leur position finale
4 (15 à 20 ans)	<ul style="list-style-type: none"> • progression des fronts de 3 et 10 m NGF vers l'Ouest, dans leur position finale • progression des fronts de -11 m NGF et -4 m NGF vers l'Est dans sa position finale
5 (20 à 25 ans)	<ul style="list-style-type: none"> • Progression des fronts de -11 m NGF et -4 m NGF vers le Sud dans sa position finale
6 (25 à 30 ans à l'échéance de l'autorisation)	<ul style="list-style-type: none"> • Ouverture du front de -25 m NGF et progression vers l'Est • mise en sécurité du site et remise en état final du site

L'extraction des matériaux doit être effectuée pendant les 29,5 premières années d'exploitation, par création de gradins d'une hauteur maximale de 7 mètres chacun, séparés par une banquette horizontale d'une largeur pendant la phase d'extraction qui ne devra pas être inférieure à 10 mètres lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules. Cette largeur pourra être réduite à 3 m au minimum en phase finale d'exploitation à condition d'une garantie pérenne de la stabilité des fronts associés. Le nombre de gradins est porté à 8 au lieu de 4 comme demandé. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes. Les dispositions sur la hauteur du front de taille ne s'appliquent pas au front situé au Nord d'une hauteur de 17 m constitué avant la notification du présent arrêté et qui bénéficie d'une dérogation au regard de cette hauteur.

La modification de la hauteur des fronts de taille prévu ci-dessus ne pourra intervenir qu'à partir que sur la base d'une étude de stabilité des fronts de taille (étude des plans de fracturation, des failles et des zones d'arènes granitiques, diagnostic géotechnique, forages de reconnaissance, mesures géo-physiques, incidences des eaux superficielles et des eaux souterraines,...). A ce stade, et en l'absence de cette étude, la demande d'exploiter avec des fronts de taille d'une hauteur supérieure à 7 mètres est refusée et l'exploitation doit être conduite selon le phasage ci-dessus. Les plans de phasage correspondant à l'exploitation (6 phases) telle que définie par le présent arrêté sont adressées à l'inspection de l'environnement - spécialité installations classées dans un délai d'un mois après la notification du présent arrêté.

Constats :
En étudiant le plan topographique d'exploitation de décembre 2024, l'extraction est réalisée en fond de fouille avec l'ouverture récente d'un palier à -9 m NGF, le palier au dessus est à la cote -3 m NGF ce qui fait un palier de 6 m de hauteur. Le palier supérieur est à une cote comprise entre 4 et 7 m NGF. Ce plan peut correspondre à la phase 2 d'exploitation du site mais avec un retard sur le palier de fond de fouille et sur l'extraction globale au Sud de l'excavation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MESURES DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, MESURES DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement, notamment aux lieux dits « Ranguillegan », « Croaz Lescon », « Roc'h Ledan », « la Clarté » et « Keroullou Bian » doit être mis en place en périphérie de la carrière.</p> <p>L'emplacement des capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 5 points correspondants aux secteurs susmentionnés, est déterminé après accord avec l'inspection de l'environnement - spécialité installations classées.</p> <p>Les mesures des retombées des poussières sont réalisées pendant les périodes d'activité et en période sèche (été) selon les normes en vigueur par la méthode des jauges de retombées et en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt. <i>Les normes utilisées pour mesurer les poussières sont les normes NF X 44-052 (version mai 2002) et NF EN 13284-1 (version mai 2002).</i> La première mesure sera réalisée dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les 2 ans sauf en cas de plainte. Cette fréquence pourra être portée à 5 ans si les deux premières mesures démontrent un dépôt maximal 5 fois inférieur à la valeur limite définie à l'article 3.1.5 du présent arrêté.</p> <p>Une mesure de caractérisation de la teneur en quartz doit être effectuée lors des 2 premières campagnes de mesures des retombées de poussières aux cinq points correspondants aux secteurs susmentionnés, puis renouvelé ensuite tous les cinq ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit le dernier rapport de mesures de retombées de poussières de 2018, les valeurs de retombées de poussières sont conformes.</p> <p>L'exploitant indique qu'il ne peut pas réaliser de nouvelles mesures étant donné la suspension de l'activité sur le site.</p> <p>L'Inspection précise que de nouvelles mesures doivent être réalisées dès la reprise d'activité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX PLUVIALES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 4.3.10
Thème(s) : Risques chroniques, VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX PLUVIALES

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et collectées dans les installations (eaux d'extinction incendie, etc..) sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Le rejet n°1 identifié à l'article 4.3.5 du présent arrêté ne devra en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration maximale journalière (mg/l)
DCO (NFT 90-101)	30
MES (NF EN 872)	25
Hydrocarbures Totaux (NF EN ISO 9377-2)	5

Dans le cas de prélèvement instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration maximale journalière.

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté que les eaux sont stockées en fond de fouille puis pompées vers un bassin de décantation et dirigées vers le point de rejet à un débit maximal de 5 m3/h.

Les valeurs limites d'émission au rejet sont respectées.

L'exploitant indique que les pompes vont être arrêtées vu l'arrêt provisoire de l'extraction sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection précise à l'exploitant qu'il doit poursuivre la transmission des données sur GIDAF et maintenir l'auto-surveillance en place lors des rejets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : STOCKAGE DES DÉCHETS INERTES RÉSULTANT DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 5.1.9

Thème(s) : Risques chroniques, STOCKAGE DES DÉCHETS INERTES RÉSULTANT DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

Prescription contrôlée :

Le stockage de déchets inertes et de terres non polluées, notamment des déchets d'équarrissage et blocs de granit non commercialisables est réalisé, exploité et entretenu de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution, et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants. À ce titre, l'exploitant doit disposer pour chaque bloc commercialisable et non commercialisable, y compris pouvant servir de merlons destinés à être entreposé au niveau du terrain naturel d'un registre permettant d'identifier la date de production du bloc, la date de vente si le bloc a été commercialisé, sa localisation au sein du site. Par bloc, est entendu pour le présent article les blocs d'une masse de plus de 2 tonnes quelle que soit leur forme. Tous les blocs commercialisables ou non sont identifiés par un marquage indélébile permettant de les identifier par le registre. Les blocs non commercialisables destinés à être entreposés au fond de fouille, soit sous le niveau du terrain naturel, soit au niveau des stockages définitifs situés dans la zone Nord (Section 0C - parcelles n° 1122, 1125, 1127 pour partie et 2871) et dans la zone Sud (Section 0C - parcelles n° 473 pour partie, 474 pour partie et 475 pour partie) sont exonérés de ce marquage et de cette traçabilité. Pour les blocs produits avant la notification du présent arrêté, les blocs devront avoir été marqués dans un délai de trois mois après la notification du présent arrêté.

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux superficielles et souterraines. Le remblayage n'est autorisé qu'à partir des déchets inertes (déchets d'équarrissage, blocs de granit,...) extraits de la présente carrière. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts et *des terrains remblayés*.

Le gerbage des blocs de granit non commercialisables au delà de deux niveaux d'empilement est interdit.

L'exploitant doit mettre en place des consignes d'exploitation, d'entretien et de surveillance des zones de stockage des déchets d'équarrissage et des blocs de granit déclarés ainsi qu'un registre des travaux, des opérations d'exploitation, d'entretien et de surveillance pour chaque zone de stockage.

L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et reporte sur le plan topographique mentionné à l'article 2.6.2 du présent arrêté les zones de stockage correspondantes.

Les déchets inertes d'exploitation sont :

- soit valorisés à l'extérieur,
- soit éliminés sur le site de la carrière dans la zone Nord dédiée à ce stockage (parcelles cadastrées Section 0C - parcelles n° 1122, 1125, 1127 pour partie et 2871 d'une superficie totale d'environ 1,9 hectare). Ce stockage constitué à titre définitif doit :
- sur sa partie Sud, présenter une zone d'une largeur de 20 mètres par rapport à la limite Sud dédiée uniquement à l'entreposage de déchets d'arène granitique. La hauteur d'entreposage sur cette zone ne doit pas dépasser la cote de 40 m NGF. Une fois, cette cote atteinte, cette zone, après régalaage au besoin de terres végétales sur une épaisseur 20 à 30 cm, doit être planté d'une haie d'arbustes indigènes devant permettre de masquer cette zone de stockage,
- sur sa partie centrale, se présenter sous la forme d'un dôme ne devra pas dépasser la cote de 43 m NGF à son sommet,
- sur sa partie Nord-Est, présenter une zone de non stockage distante d'au moins 10 mètres de la zone d'habitation. La cote sur cette zone ne doit pas dépasser 32 m NGF comme

<p>figurant dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> soit éliminés sur le site de la carrière dans la zone Sud dédiée à ce stockage (parcelles cadastrées Section OC - parcelles n° 473 pour partie, 474 pour partie et 475 pour partie d'une superficie totale de 0,5 hectare). Ce stockage constitué à titre définitif doit sur sa partie centrale, se présenter sous la forme d'un dôme ne devra pas dépasser la côte de 26 m NGF à son sommet.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté sur la zone de stockage des stériles d'exploitation que l'accès est fermé à l'aide de blocs, et que cette zone est en partie végétalisée. L'exploitant n'a pas pu fournir le plan topographique pour cette partie de l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le plan topographique sur fond cadastral pour la zone de stockage des déchets d'exploitation de granit.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 11.2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de la situation acoustique, uniquement des émergences, sera effectuée dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, au niveau des points de contrôle ci-dessous mentionnés sur la carte en annexe, puis une mesure tous les deux ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> site d'extraction : « Ranguillegan », « Keroullou Bian » et « Roc'h Ledan » site de stockage : « La Clarté », habitation de M.DICK, « Randreus » et « Keroullou Bian ». <p>Ces mesures doivent être effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. L'exploitant veille à ce que les mesures soient représentatives de toutes les activités présentes sur le site (foration, transport, et autres activités). Le compte-rendu des mesures doit préciser les installations en fonctionnement lors du contrôle des niveaux sonores.</p> <p>En cas de dépassement des seuils limites d'émergence, la mesure de la situation acoustique devra être complétée par des mesures en limite de propriété afin d'identifier l'origine des dépassements. L'exploitant devra adresser les mesures prises ou envisagées pour respecter les seuils d'émergence.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant fournit le rapport de mesures acoustiques de 2018, qui conclut au respect des valeurs limites d'émergence.
L'exploitant indique qu'il n'a pas réaliser de nouvelles mesures étant donné l'arrêt provisoire de l'extraction sur site.
L'Inspection précise à l'exploitant qu'il doit réaliser de nouvelles mesures dès la reprise d'activité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : AUTO SURVEILLANCE DE STABILITÉ

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2015, article 11.2.8

Thème(s) : Risques chroniques, AUTO SURVEILLANCE DE STABILITÉ

Prescription contrôlée :

Un contrôle tous les ans de la stabilité des fronts de taille doit être réalisée, y compris les fronts exploités en totalité ou en partie avant la notification du présent arrêté doit être effectué tous les ans. Un rapport est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement - spécialité installations classées. Les travaux de mise en sécurité, notamment les purges sont effectuées et mentionnées dans le rapport.

Constats :

L'exploitant fournit le rapport de surveillance de la stabilité des fronts du 30 octobre 2024.
Le rapport conclut à la stabilité de l'ensemble des fronts.
L'exploitant précise que le front Nord a été purgé il y a 8 ans.

Type de suites proposées : Sans suite